

**DEPARTEMENT DE LA COTE D'OR**

**COMMUNE DE CHAIGNAY**



**1 RUE DU PUIT-DESSOUS  
21120 CHAIGNAY**

**AMENAGEMENT DE LA VOIRIE  
RUE NEUVE A CHAIGNAY**

**DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

	<b>SIEGE</b>	<b>IMPLANTATION REGIONALE</b>
	<b>Cabinet MERLIN</b> Groupe MERLIN	
	6, Rue Grolée 69289 LYON Cédex 02	12, rue de Gray 21 000 DIJON
	<b>Téléphone</b> : 04-72-32-56-00	<b>Téléphone</b> : 03 80 62 42 56
	<b>E-mail</b> : cabinet-merlin@cabinet-merlin.fr	<b>E-mail</b> : cm-dijon@cabinet-merlin.fr

GRUPE MERLIN/Réf doc : 01241087-150-DCE-RC-1-016-A

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	P VUILLEMIN	T VILLET	20/11/2024	Création
B	P VUILLEMIN	T VILLET	12/12/2024	Mise à jour

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
2.1 - DEFINITION DE LA PROCEDURE .....	4
2.2 - STRUCTURE DE LA CONSULTATION.....	4
2.3 - STRUCTURE DU MARCHE .....	4
2.4 - TYPE DE CONTRACTANTS .....	4
2.5 - VARIANTES .....	4
2.6 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES .....	5
2.7 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
2.9 - DELAIS D'EXECUTION.....	5
2.10 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS.....	5
2.11 - TRAVAUX REALISES A PROXIMITE DE RESEAUX SOUTERRAINS, AERIENS OU SUBAQUATIQUES DE TRANSPORT OU DE DISTRIBUTION .....	5
2.12 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION.....	5
2.13 - ECO-CONTRIBUTION CONCERNANT LES MATERIAUX ET PRODUITS DE CONSTRUCTION POUR LE BATIMENT.....	5
2.14 - HAUSSE DES MATIERES PREMIERES .....	6
<b>ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES 7</b>	
3.1 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....	7
3.2 - MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES .....	7
<b>ARTICLE 4 - CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS ET SECURISATION DE LA PROCEDURE 8</b>	
4.1 - CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS .....	8
4.2 - MODALITES DE SECURISATION DE LA PROCEDURE.....	8
<b>ARTICLE 5 - MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES..... 9</b>	
5.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE.....	9
5.1.1 - VISITE SUR SITE.....	10
5.1.3 - MODALITES D'OBTENTION DES RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	11
<b>ARTICLE 6 - RECOURS A D'AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES..... 12</b>	
6.1 - OPERATEURS ECONOMIQUES INVOQUES A L'APPUI DE LA CANDIDATURE .....	12
6.2 - DISPOSITIONS CONCERNANT LA SOUS-TRAITANCE .....	12
<b>ARTICLE 7 - SIGNATURE ELECTRONIQUE DES PIECES .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 8 - SELECTION DES CANDIDATURES, EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE 13</b>	
8.1 - VERIFICATION ET SELECTION DES CANDIDATURES .....	13
8.2 - EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHE .....	13
<b>ARTICLE 9 - SIGNATURE DU MARCHE .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 10 - DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DE REGULARITE FISCALE ET SOCIALE .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 11 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES..... 17</b>	
11.1 - TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES .....	17
11.2 - INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS : .....	17

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**  
**REGLEMENT DE CONSULTATION**

---

**POUVOIR ADJUDICATEUR MAITRE D'OUVRAGE :**

**COMMUNE DE CHAIGNAY**

**1 Rue du Puits-Dessous  
21120 CHAIGNAY**

**REPRESENTANT DU MAITRE D'OUVRAGE :**

**Monsieur le Maire**

**OBJET du MARCHE :**

**AMENAGEMENT DE LA VOIRIE RUE NEUVE A CHAIGNAY**

**MAITRE D'OEUVRE :**

**CABINET MERLIN**

***Siège*** : 6, Rue Grolée - 69289 LYON CEDEX 02

***Implantation locale*** : 12, Rue de Gray – 21000 DIJON

**Date et heure limite de remise des offres :  
Vendredi 14 février 2025 à 12 h 00**

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet : AMENAGEMENT DE LA VOIRIE RUE NEUVE A CHAIGNAY

Lieu d'exécution : CHAIGNAY 21120

Références à la Nomenclature CPV : 45233252-0 – Travaux de revêtements de rues

## ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1 - DEFINITION DE LA PROCEDURE

La présente consultation pour la passation d'un marché de travaux est lancée selon une procédure adaptée visée aux articles L 2120-1-2° ; L 2123-1-1° ; R 2123-1-1 ; R 2123-4 à R 2123-7 et est soumise aux modalités de publicité définies à l'article R 2131-12 du code de la commande publique.

La présente procédure est ouverte. Tous les candidats intéressés sont admis à soumissionner

### 2.2 - STRUCTURE DE LA CONSULTATION

La présente consultation ne fait pas l'objet d'un allotissement au sens de l'article L 2113-10 du code de la commande publique. Les prestations donneront lieu à un marché unique.

### 2.3 - STRUCTURE DU MARCHÉ

Le marché n'est pas un marché à tranche(s) optionnelle(s) au sens de l'article R 2113-4 du code de la commande publique.

### 2.4 - TYPE DE CONTRACTANTS

L'attributaire pourra être une entreprise seule ou à un groupement d'entreprises conjointes ou solidaires.

Si le groupement attributaire est un groupement conjoint, le mandataire dudit groupement sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Les groupements doivent être constitués dès la remise des candidatures. Aucun groupement ne pourra être constitué ultérieurement.

En application de l'article R 2142-21-1° du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

### 2.5 - VARIANTES

Les soumissionnaires doivent, dans les limites définies ci-après, proposer deux (2) variantes ayant pour objet

- Mise en place d'un béton désactivé circulaire en lieu et place de la GB + enrobé clair au niveau du carrefour de la rue du Puits.
- Mise en place de pavé béton à écarteur remplissage minéral sur l'ensemble des places de stationnements et entrées charretières sans rang de pavé en lieu et place des stabilisateurs entourés par rang de pavé.

L'absence de présentation de ces variantes à caractère obligatoire entraîne le rejet de l'offre sans qu'il soit procédé à son examen.

Chaque variante devra respecter impérativement les exigences minimales énumérées ci-après :

- toutes les dispositions figurant dans le CCAP du marché et ses annexes,
- toutes les données fondamentales figurant au CCTP et aux données de base (contraintes de site, besoins auxquels doit répondre l'ouvrage, caractéristiques fonctionnelles requises, contraintes réglementaires, environnementales, délais, qualité et garanties minimales exigées)

## **2.6 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES**

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles dans le cadre de la présente consultation. Les prestations supplémentaires qui seraient présentées par les soumissionnaires de leur propre initiative ne seront pas examinées.

## **2.7 - MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Les soumissionnaires disposeront au minimum d'un délai de 10 jours à compter de la notification de ces modifications pour les prendre en compte.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

## **2.8 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est de 120 jours.

Il court à compter de la date limite de remise de l'offre finale mentionné dans le courrier du Maître d'ouvrage informant les soumissionnaires de la clôture des négociations ou en l'absence de négociation, à compter de la date de remise des offres mentionnée dans le courrier du Maître d'ouvrage invitant les candidats sélectionnés à remettre leur offre.

## **2.9 - DELAIS D'EXECUTION**

Les délais d'exécution sont fixés par le Maître d'Ouvrage et ne peuvent être modifiés. Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont définies à l'acte d'engagement.

## **2.10 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS**

Les dispositions prévues aux articles R 4532-1 à R 4532-98 du code du travail sont applicables.

La catégorie de l'opération est : 3

Les dispositions de la recommandation R472 du CTN-C du 19/02/2012 s'appliquent en cas de travaux réalisés en espace confiné.

## **2.11 - TRAVAUX REALISES A PROXIMITE DE RESEAUX SOUTERRAINS, AERIENS OU SUBAQUATIQUES DE TRANSPORT OU DE DISTRIBUTION**

Les travaux sont soumis aux dispositions des articles L 554-1 et suivants du code l'environnement ; R 554-1 à R 554-38 du code de l'environnement et à l'arrêté du 15/02/2012 modifié concernant la sécurité des réseaux souterrains aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

## **2.12 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **Clauses sociales et environnementales**

Cette consultation ne comporte pas de conditions d'exécution à caractère social ou environnemental.

### **Marchés réservés**

n° 2016-360 du 25/03/2016 **Démarche BIM**

L'opération ne fait pas l'objet d'une démarche BIM.

## **2.13 - ECO-CONTRIBUTION CONCERNANT LES MATERIAUX ET PRODUITS DE CONSTRUCTION POUR LE BATIMENT**

La loi AGECE du 10/02/2020 codifiée aux articles L 541-10 et suivants du code de l'environnement prévoit le versement d'une éco-contribution par les producteurs de produits et matériaux de constructeurs dans le secteur du bâtiment pour toutes les facturations effectuées à partir du 01/05/2023.

La liste des produits et matériaux est précisée dans l'avis NOR TREP 2232096V « relatif au champ d'application de la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment ».

Les soumissionnaires doivent prendre en compte le surcoût généré par cette éco-contribution dans l'établissement des prix correspondants de leur offre.

#### **2.14 - HAUSSE DES MATIERES PREMIERES**

Le CCAP comprend une clause de révision de prix et une clause de réexamen permettant de faire face aux éventuelles augmentations de prix.

Nous invitons les soumissionnaires à prendre connaissance de ces dispositions pour l'élaboration de leurs offres.

## **ARTICLE 3 - CONTENU ET MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

### **3.1 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Le Dossier de Consultation des Entreprises comporte les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation.
- Le cadre d'Acte d'Engagement et son annexe financière.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- Les Cahiers de Clauses Techniques Particulières
- Cadre du bordereau des prix
- Cadre du détail estimatif

Il comporte également des documents à caractère indicatif pour permettre l'établissement des offres en toutes connaissances de cause :

- Les déclarations de projet de travaux et les réponses des exploitants de réseaux
- Etudes géotechniques
- Dossiers de plans

### **3.2 - MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

Les candidats doivent télécharger le dossier de consultation sur la plateforme accessible à l'adresse du profil acheteur précisée à la section 2 de l'avis d'appel public à la concurrence.

Il est recommandé aux candidats de s'identifier sur la plateforme avant le téléchargement du dossier de consultation des entreprises et de communiquer le nom de la personne physique chargée du téléchargement ainsi qu'une adresse mail à laquelle lui seront envoyées les modifications et précisions éventuelles apportées aux documents de la consultation et les courriers de notification dématérialisés liés à la passation, à l'attribution du marché et à son exécution.

En l'absence d'identification préalable, les candidats ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation et en assureront l'entière responsabilité dans l'élaboration de leur offre.

## **ARTICLE 4 - CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS ET SECURISATION DE LA PROCEDURE**

### **4.1 - CONDITIONS DE TRANSMISSION DES PLIS**

Les candidats doivent remettre impérativement le dossier « candidature » et le dossier « offre » par voie électronique sur la plateforme accessible à l'adresse du profil acheteur précisée à la Section 2 de l'avis d'appel public à la concurrence, avant la date et l'heure de remise des offres.

Les plis seront considérés comme « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de remise des offres

**Aucune autre forme de transmission électronique (par exemple par courriel électronique) n'est admise.**

Le pli contenant le dossier « offre » peut être accompagné d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD Rom ou clé USB) ou sur support papier à l'adresse indiquée ci-dessous :

COMMUNE DE CHAIGNAY  
1 RUE DU Puits-DESSOUS  
21120 CHAIGNAY

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Chaque pli est présenté sous la forme d'un seul fichier compressé au format .zip et nommé « XXX YYYY », XXX correspondant à la dénomination sociale de l'entreprise candidate ou de l'entreprise mandataire en cas de groupement et YYYY correspondant au contenu du pli : « candidature » pour les pièces du dossier de candidature et « offre » pour les pièces du dossier de l'offre.

Pour chacun des plis, les documents seront nommés « nom.extension », où :

- « nom » correspond au libellé du document ou à son abréviation en se conformant aux indications fournies dans l'annexe « nommage des documents à remettre par les candidats » jointe au présent règlement de consultation.

- « .extension » correspond au format utilisé - exemple : .pdf, .odt, ...

Les libellés ne devront contenir ni espace (remplacé par le signe \_ en utilisant la touche 8 du clavier), ni accent.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : pdf, odt, rtf, doc(x), odf, xls(x), ods, txt, jpeg, ppt, -les fichiers générés aux formats précédents et compressés au format Zip (.zip)-.

La taille de l'ensemble des fichiers joints ne doit pas dépasser 5 Mo

En cas de difficulté, les candidats peuvent contacter le support technique du profil acheteur dont les coordonnées et les heures d'accueil figurent sur la plateforme.

### **4.2 - MODALITES DE SECURISATION DE LA PROCEDURE**

Avant toute transmission par voie électronique, les documents devront être traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Chaque transmission électronique fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le rejet d'une candidature en application de l'article R 2144-7 du code de la commande publique entraîne l'effacement de l'intégralité de l'offre, des fichiers du Maître d'ouvrage. Le candidat en est informé.

Si la transmission est accompagnée d'une copie de sauvegarde, celle-ci est détruite sans avoir été ouverte.

Toute nouvelle offre envoyée par voie électronique par le même candidat, annule et remplace l'offre précédente.



## ARTICLE 5 - MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### 5.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE

Conformément aux dispositions des articles R 2143-13 et R 2143-14 du code de la commande publique, il est précisé que :

- Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique géré par les candidats, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.
- Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis au service acheteur du pouvoir adjudicateur lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les candidats qui le souhaitent pourront présenter leur candidature sous la forme d'un document électronique unique de marché européen (e DUME) téléchargeable sur le site chorus pro : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> ou à partir du formulaire type de e DUME figurant en annexe 2 du règlement d'exécution 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leurs capacités.

En cas de groupement, chacun de ses membres doit remettre un E DUME.

Le e DUME doit être dûment complété : la partie II ; les rubriques A ; B ; et C de la partie III, les rubriques B ; C ; et D de la partie IV.

Les candidats ne peuvent pas se contenter pour la partie IV « critères de sélection » de remplir la section A « indication globale pour les critères de sélection ». Ils doivent remplir les autres sections pour pouvoir justifier des exigences requises au titre de la consultation.

**Ils doivent également fournir sous forme de fichier séparé :**

- **Les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat**
- **les attestations d'exécution de bonne fin pour les références qui ne sont pas disponibles par voie électronique (système de stockage, site Web, identification du fichier..)**

En cas de recours aux capacités d'une ou plusieurs autres entités, les candidats devront fournir un e DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités concernées.

Le e DUME devra obligatoirement être rédigé en français.

Les candidats souhaitant réutiliser un e DUME déjà utilisé dans une procédure antérieure devront confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

A défaut d'utiliser le e DUME, le dossier « candidature » contiendra :

- les formulaires DC1 et DC2 dûment remplis (version octobre 2016) téléchargeables sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ; ou tout autre document contenant les mêmes informations.

- |   |   |
|---|---|
| - aptitude à exercer l'activité professionnelle | Conditions/moyens de preuve : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettre de candidature avec les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat,</li> <li>- Déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre pas dans un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L 2141-1 à L 2141-5 et L 2141-7 à L 2141-11 du code de la commande publique, Attestation d'assurance de responsabilité civile en cours de validité.</li> </ul> |
| - capacité économique et financière             | Conditions/moyens de preuve : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où ces données sont disponibles</li> </ul>  |
| - capacités techniques et professionnelles      | Conditions/moyens de preuve :   |

- Déclarations et renseignements concernant les effectifs, les moyens des candidats et les mesures concernant la qualité et la gestion environnementale selon les exigences définies dans le règlement de consultation
  - Indication des effectifs moyens annuels des candidats et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
  - Indication de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature,
  - Indication des titres d'études et professionnels du candidat et notamment des responsables de conduite de travaux,
  - Certificats de qualification professionnelle CATEC et AIPR des intervenants
  - Indication des techniciens ou organismes techniques auxquels le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage, qu'ils soient ou non intégrés au candidat,
  - Description de l'équipement technique ainsi que des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise,
  - Indication des systèmes de gestion et de suivi de la chaîne d'approvisionnement que le candidat pourra mettre en œuvre lors de l'exécution du marché,
  - Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché
  - Références professionnelles sur des opérations similaires au cours des 5 dernières années
- 
- Afin d'apprécier la capacité technique du candidat au regard des renseignements demandés, le candidat présentera ses références dans un tableau de synthèse intégré au formulaire DC2 et les données suivantes seront renseignées pour chacune des références demandées :
    - Années (date de mise en service pour la construction des ouvrages)
    - Lieu (ville, pays)
    - Type d'installation
    - Maître d'ouvrage
    - Montant en € HT
    - Type de prestation assurée par l'entreprise concernée par la référence

Les candidats doivent justifier pour les opérateurs désignés dans leur candidature des mêmes capacités que celles qui leur sont demandées. Ils doivent également produire soit une lettre d'engagement de chacun d'eux soit les contrats par lesquels ils s'engagent à exécuter les prestations correspondantes.

#### **5.1.1 - VISITE SUR SITE**

Préalablement à l'élaboration de leur offre, les soumissionnaires peuvent effectuer une visite sur le site. Cette visite sur site est fortement recommandée pour permettre aux candidats d'établir leur offre en toute connaissance du site et des contraintes de réalisation des travaux.

Les candidats n'ayant pas assisté à cette visite sur site ne pourront pas s'en prévaloir par la suite pour justifier des réclamations en cours d'exécution, fondées sur un manque de connaissance du site ou des contraintes de réalisation des travaux.

#### **5.1.2 - CONTENU DES OFFRES**

Tous les documents constituant ou accompagnant les offres des soumissionnaires doivent être entièrement rédigés en langue française. Les montants monétaires sont obligatoirement exprimés en euros.

L'offre contiendra les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement et son annexe financière : cadre ci-joint à compléter.  
L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser dans l'acte d'engagement.
- Le Cahier des clauses administratives particulières, cahier ci-joint à accepter sans modification.
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières, cahier ci-joint à accepter sans modification.
- Le bordereau des prix unitaires, cadre ci-joint à compléter sans modification,
- Le détail estimatif destiné au jugement des offres, cadre ci-joint à compléter sans modification
- Un mémoire justificatif technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.

Le mémoire justificatif technique rédigé par les candidats devra être en adéquation avec les prestations à réaliser, il comprendra notamment chacun des chapitres suivants à reprendre selon **l'ordre préconisé** ci-dessous :

**Item 1** - la présentation de l'entreprise, les moyens humains et en matériels de l'entreprise affectés à l'exécution du marché, les noms et qualifications professionnelles pertinentes des personnes physiques qui seront chargées de l'exécution du marché, les mesures proposées par l'entreprise quant à sa disponibilité, et en cas d'urgence, sa réactivité à répondre aux besoins d'une adaptation du projet.

**Item 2** - les modes d'exécutions envisagés ; la réalisation de la reconnaissance du terrain, description des procédés et moyens d'exécution, préparation du chantier, la méthodologie de réalisation du chantier.

**Item 3** - les indications concernant la provenance des principales fournitures nécessaires à la réalisation des travaux envisagés et les références de fournisseurs.

**Item 4** - le planning prévisionnel optimisé et la pertinence de ce planning vis à vis des moyens proposés.

**Item 5** - les mesures proposées pour assurer la propreté et la sécurité du chantier, les indications concernant le développement durable, le recyclage des déblais, des déchets de chantier.

### **5.1.3 - MODALITES D'OBTENTION DES RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation sont envoyés aux opérateurs économiques six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Les candidats devront faire parvenir leur demande de renseignements complémentaires au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres.

Toutefois, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de répondre à des demandes qui seraient faites postérieurement sous réserve de respecter le délai limite de 6 jours avant la date limite de remise des offres.

## **ARTICLE 6 - RECOURS A D'AUTRES OPERATEURS ECONOMIQUES**

### **6.1 - OPERATEURS ECONOMIQUES INVOQUES A L'APPUI DE LA CANDIDATURE**

Les candidats ne disposant pas de toutes les capacités techniques, financières et économiques requises, peuvent faire appel à d'autres opérateurs économiques, sous réserve des restrictions éventuelles définies dans le CCAP concernant certaines tâches essentielles qui doivent être exécutées directement par le Titulaire.

Ils doivent alors, dès la candidature, préciser leur identité, leur adresse, adresse électronique, numéro de téléphone, télécopie, leur numéro SIRET et justifier pour ces opérateurs des mêmes capacités que celles qui leur sont demandées. Ils doivent également produire soit une lettre d'engagement de chacun d'eux soit les contrats par lesquels ils s'engagent à exécuter les prestations correspondantes.

### **6.2 - DISPOSITIONS CONCERNANT LA SOUS-TRAITANCE**

Pour la sous-traitance désignée au moment de la remise des offres, les soumissionnaires préciseront, pour chaque prestation sous-traitée, son montant ainsi que le nom des entreprises désignées.

Ils joindront à cet effet pour chaque sous-traitant l'annexe financière à l'Acte d'Engagement dûment complétée, signée et accompagnée des pièces et renseignements mentionnés ci-dessous :

- Capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'exclusion visés aux articles L 2141-1 à L 2141-11 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Pour la sous-traitance envisagée au moment de la remise des offres, les soumissionnaires préciseront dans l'acte d'engagement pour chaque prestation qu'ils envisagent de sous-traiter en cours d'exécution du marché, son montant ainsi que le nom des entreprises pressenties.

## **ARTICLE 7 - SIGNATURE ELECTRONIQUE DES PIECES**

La signature électronique n'est pas exigée pour la remise des candidatures et des offres.

Toutefois les pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat et l'habilitation du mandataire du groupement, lorsqu'elle est requise, doivent être signés de manière manuscrite et scannés pour la remise de leur candidature.

Les candidats sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

## **ARTICLE 8 - SELECTION DES CANDIDATURES, EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

La présente procédure est ouverte. Elle se déroulera en une phase unique qui consistera en l'analyse et la sélection des candidatures puis en l'analyse et la sélection des offres.

Le Maître d'ouvrage peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

### **8.1 - VERIFICATION ET SELECTION DES CANDIDATURES**

La vérification et la sélection des candidatures sont effectuées selon les modalités définies aux articles R 2144-1 à R 2144-4 et R 2144-6 à R 2144-7 du code de la commande publique.

Les candidatures arrivées hors délai sont éliminées.

Les candidats entrant dans les cas d'exclusion de plein droit de la procédure de passation, définis aux articles L 2141-1 à L 2141-5 du code de la commande publique seront exclus.

Les candidats entrant dans les cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur de la procédure de passation, définis aux articles L 2141-7 à L 2141-11 du code de la commande publique seront exclus s'ils ne fournissent pas les justificatifs visés à l'article L 2141-11 du code de la commande publique dans les délais impartis par le Maître d'ouvrage.

Les candidatures incomplètes sont éliminées. Le Maître d'ouvrage se réserve toutefois la faculté de demander aux candidats de compléter leur dossier de candidature

Les candidatures restantes seront examinées et sélectionnées au regard des capacités et des références fournies par les candidats.

Pour l'examen des candidatures, le Maître d'ouvrage peut demander aux candidats d'explicitier les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Pour un groupement, l'appréciation des capacités techniques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises.

Les candidats qui ne satisfont pas aux exigences de capacité requises sont éliminés.

### **8.2 - EXAMEN DES OFFRES ET ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

L'examen des offres et l'attribution du marché sont effectués selon les modalités définies aux articles L 2152-1 à L 2152-8 et R 2152-1 à R 2152-13 du code de la commande publique.

A titre de précision, une offre ne comportant pas tout ou partie des documents à produire mentionnés à l'article 5.1.2 - ou comportant des documents incomplets et qui sont nécessaires au jugement des offres, sera jugée irrégulière.

Le Maître d'ouvrage élimine les offres qui sont arrivées hors délai et procède à l'examen de l'ensemble des offres restantes. Il élimine les offres anormalement basses en respectant la procédure prévue à l'article R 2152-3 du code de la commande publique.

Il élimine également les offres irrégulières ou inacceptables après avoir autorisé éventuellement leur régularisation.

Le Maître d'ouvrage pourra engager une négociation avec l'ensemble des soumissionnaires.

Au titre de la négociation, le Maître d'ouvrage pourra organiser une audition à caractère obligatoire pour les soumissionnaires.

La négociation a pour objet d'optimiser les offres sur le plan technique administratif et financier, sans pouvoir remettre en cause les choix techniques fondamentaux suivants :

- Toutes les données de base figurant dans le CCTP.

Au terme de la négociation, le Maître d'ouvrage informe les soumissionnaires de la conclusion des négociations et fixe une date limite commune pour la présentation des offres finales.

Le Maître d'ouvrage finalise l'analyse des offres en éliminant les offres qui demeurent irrégulières, en se réservant toutefois la possibilité de demander aux soumissionnaires concernés de régulariser leur offre irrégulière.

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociation tout en demandant le cas échéant aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Il établit une proposition de classement des offres restantes qui sera remise à la Commission d'appel d'offres.

La proposition de classement du Maître d'ouvrage ainsi que le classement par la commission d'appel d'offres est effectué au vu des critères pondérés définis ci-dessous :

Rang	Critères de jugement	Note par critère
1	Prix apprécié au vu des documents financiers fournis par l'entreprise (**)	60
2	Valeur technique de l'offre appréciée au vu du mémoire technique fourni par l'entreprise (*) <b>Dont Item 1 sur 5</b> <b>Dont Item 2 sur 15</b> <b>Dont Item 3 sur 10</b> <b>Dont Item 4 sur 5</b> <b>Dont Item 5 sur 5</b>	40
	TOTAL	100

(\*) Pour le calcul de la note du critère « **Valeur Technique de l'offre** », il sera appliqué une note pour chaque item du mémoire technique.

La note globale valeur technique est déterminée comme suit :

Note valeur technique sur 40 = Note Item 1 sur 5 + Note Item 2 sur 15 + Note Item 3 sur 10 + Note Item 4 sur 5 + Note Item 5 sur 5

(\*\*) Pour le calcul de la note du critère « **Prix** », il sera appliqué une note sur 60 calculée de la manière suivante :

$$\frac{\text{Montant de l'offre moins disante}}{\text{Montant de l'offre de l'entreprise « X »}} \times 60$$

Le montant de l'offre, pour les marchés à prix unitaires et les marchés à prix unitaires et à prix forfaitaires, est valorisé par référence au détail estimatif joint au présent dossier.

Sur cette base, les prix issus du bordereau des prix unitaires et le cas échéant de l'état des prix forfaitaires de chaque soumissionnaire seront appliqués aux quantités définies dans le détail estimatif, le résultat déterminant le montant de l'offre.

**Lorsque le résultat de ce calcul est négatif, la note affectée est égale à 0.**

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le présent règlement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs purement matérielles de multiplication, d'addition ou de report dont nul ne pourrait se prévaloir de bonne foi, qui seraient constatées dans ce détail estimatif, seront prises en compte et le

montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence pour le jugement des offres, après avoir recueilli l'accord de l'intéressé.

Les autres erreurs constatées dans le sous détail d'un prix unitaire ou d'un prix forfaitaire ne seront pas prises en compte dans le jugement des offres. Toutefois si le soumissionnaire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier le sous détail pour le mettre en harmonie avec le détail estimatif et en cas de refus son offre sera éliminée comme irrégulière.

Si le soumissionnaire retenu ne fournit par les certificats, attestations et déclaration(s) sous serment visés à l'ARTICLE 10 - ci-dessous dans les délais qui lui sont impartis, son offre est rejetée et l'élimination du soumissionnaire est alors prononcée par le Maître d'ouvrage qui présente la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

Le Maître d'ouvrage peut en accord avec le soumissionnaire retenu procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières de l'offre ni le classement des offres.

## **ARTICLE 9 - SIGNATURE DU MARCHÉ**

Le marché sera rematérialisé après attribution en vue d'une signature manuscrite par le Maître d'ouvrage et le Titulaire.

## ARTICLE 10 - DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DE REGULARITE FISCALE ET SOCIALE

Les documents suivants devront être remis par le soumissionnaire retenu dans un délai de de 8 jours à compter de la réception de la demande du Maitre d'ouvrage :

- Une déclaration sur l'honneur signée par la personne habilitée à engager l'entreprise, attestant que ses dirigeants et les personnes ayant pouvoir de l'engager dans le cadre de l'exécution du marché ne se trouvent pas dans un cas d'exclusion de la procédure de passation de marché mentionné aux articles L 2141-1 et L 2141-3 à L 2141- 5 du code de la commande publique,
- La copie des décisions de justice prononcées dans le cadre d'un redressement judiciaire justifiant l'habilitation du soumissionnaire à poursuivre l'activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché, si une telle procédure a été ouverte à son encontre.

Si le soumissionnaire ne dispose pas d'une carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics délivrée par la fédération nationale des travaux publics, il devra également fournir l'attestation de versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries, délivrée par les caisses de congés payés compétentes pour les cotisations de congés payés et de chômage intempéries.

Lorsque, dans les conditions prévues à l'article L 114-10 du code des relations entre le public et l'administration, le Maitre d'ouvrage ne peut obtenir auprès des administrations concernées les attestations de régularité fiscale, de régularité sociale et de vigilance, le certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics le cas échéant, les attestations d'inscription au registre du commerce et des sociétés (ou des métiers), il en fait la demande au soumissionnaire retenu qui devra les lui fournir dans le même délai.

En cas de groupement, chacun des membres du groupement doit produire les documents précités. En outre le mandataire devra produire un document signé par l'ensemble des membres du groupement, l'habilitant à les représenter et précisant les conditions de cette habilitation.

En outre si le marché est d'un montant égal ou supérieur à 5 000 euros HT, le candidat devra produire dans le même délai les pièces prévues aux articles D.8222-5 du code du travail (pour les candidats établis en France) et R 1263-12 du code du travail (en cas de détachement de salariés) et D.8222-7 du code du travail (pour les candidats établis à l'étranger) et D.8254-2 à D 8254-5 du code du travail pour les salariés étrangers.

Tous les documents produits doivent être rédigés en français

Par ailleurs, pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire devra produire les documents et satisfaire l'ensemble des obligations définies dans le CCAP au titre de lutte contre le travail dissimulé.



## **ARTICLE 11 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES**

### **11.1 - TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES**

La participation à la consultation emporte acceptation des candidats concernant le traitement des données personnelles les concernant figurant dans leur dossier de candidature et d'offre.

Les candidats s'engagent à obtenir la même acceptation pour le traitement des données personnelles de tous les intervenants pour leur compte désignés dans le cadre de la présente consultation.

Ces données personnelles sont définies à l'article 4 du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

Pour garantir la protection des données personnelles, le Maître d'ouvrage s'engage à :

- Ne pas traiter, utiliser ni divulguer ces données personnelles à d'autres fins que celles nécessaires à la procédure de consultation, à l'exception des données personnelles concernant l'attributaire qui sont nécessaires à la conclusion du marché et à son exécution,
- Prendre toute mesure de sécurité notamment matérielle pour assurer la conservation et l'intégrité des données personnelles traitées, pendant la durée d'archivage réglementaire,
- Procéder au terme de ce délai à la destruction de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant des données personnelles.

### **11.2 - INSTANCE CHARGEE DES PROCEDURES DE RECOURS :**

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Greffe du tribunal administratif de DIJON

Adresse : 22 Rue d'Assas – CS 61616 – 21016 DIJON CEDEX

Téléphone : 03 80 73 91 00

Télécopieur : 03 80 73 39 89

**ANNEXE NOMMAGE DES DOCUMENTS A REMETTRE PAR LES CANDIDATS****Candidature**

e DUME	eDUME
Attestations d'exécution de bonne fin (références mentionnées dans le e DUME)	Attestations_execution_bonne_fin_eDUME
déclarations du candidat 1 et 2	DC1 DC2
attestation d'assurance responsabilité civile	attestation_assurance_RC

**Offre**

acte d'engagement	AE
cahier des clauses administratives particulières	CCAP
Cahier des clauses techniques particulières SG	CCTP SG
Cahier des clauses techniques particulières SP	CCTP SP
bordereau des prix	BP
détail estimatif des travaux	DE
<b>Mémoire explicatif et justificatif</b>	<b>ME</b>